

**Projet d'allocution en séance plénière de Michael Turner,  
président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN  
61<sup>e</sup> session annuelle – Lundi 12 octobre 2015, Stavanger, Norvège**

Monsieur le Président  
Madame la Première ministre,  
Chers collègues  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

L'OTAN, il y a un peu plus d'un an, a franchi une étape au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement alliés au pays de Galles. Face aux agressions répétées de la Russie et à l'instabilité croissante dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'Alliance a mis en place de nouvelles mesures et a pris de nouveaux engagements pour être en mesure de prévenir et de se défendre contre les menaces extérieures, et de répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Cette étape a permis à l'Alliance de demeurer le pilier de la sécurité pour tous ses membres et d'assurer qu'elle ne laissera aucun de ses membres affronter seul les défis qui se posent aujourd'hui. En d'autres termes, le Sommet du pays de Galles a réaffirmé ce qui constitue le cœur de notre Alliance : la défense collective. Une menace contre l'un d'entre nous est une menace contre tous.

Dans un peu moins d'un an, les dirigeants de l'Alliance se réuniront de nouveau, cette fois-ci à Varsovie. Ce sera l'occasion d'examiner la mise en œuvre des décisions prises au pays de Galles. Mais aussi de se demander ce que nous pouvons faire de plus.

Les efforts entrepris vont-ils permettre d'inverser la tendance générale à la baisse des budgets de défense, et les engagements pris au pays de Galles sont-ils suffisants ?

Il ne fait aucun doute que beaucoup de mesures importantes ont déjà été prises. L'OTAN a renforcé sa présence dans les pays alliés de l'est, a établi une nouvelle Force de réaction rapide, et a adopté un programme intensif de travail. Ce qui contribue à renforcer notre préparation et notre dissuasion.

Pour autant, le monde évolue et nous devons adapter notre réponse en conséquence.

Tout d'abord, en Ukraine : les armes se sont tues provisoirement et certaines sont en passe d'être retirées, il faut bien évidemment s'en féliciter. Il n'en reste pas moins que nous n'avons pas été capables de faire face au défi fondamental que pose la Russie. En ce moment même, la Russie continue à occuper illégalement la Crimée, et à soutenir les soi-disant séparatistes dans l'est de l'Ukraine, tant sur le plan politique que militaire. Il s'agit là d'une atteinte non seulement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine mais aux principes et aux normes internationales – les normes et principes que nous défendons tous.

Par ailleurs, la Russie a intensifié ses pressions sur ses autres voisins. Elle continue à occuper illégalement les provinces géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, et par le biais du processus de « frontiérisation », elle cherche activement à pénétrer plus avant dans le territoire sous administration géorgienne. La République de Moldova, le Bélarus, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et l'Asie centrale : autant de cibles des efforts que déploie Moscou pour rétablir son emprise sur son voisinage.

**VERIFIER LA CONFORMITE  
APRES AUDITION**

Deuxièmement, en menant des actions militaires inconsidérées en Syrie, Moscou joue à un jeu très dangereux. La violation de l'espace aérien turc par des avions russes en début de semaine est inacceptable et irresponsable.

Au lieu d'appuyer les efforts internationaux pour lutter contre Daech, la Russie soutient le régime criminel qui est à l'origine même de la crise, et dont les agissements ont forcé des millions de gens à quitter leur foyer. Pire, le soutien qu'apporte la Russie à Bachar al-Assad donne à Daech une marge de manœuvre et lui permet de s'emparer de nouveaux territoires. Autrement dit, en soutenant Bachar, la Russie en fait soutient également les terroristes de Daech.

Troisièmement, dans le nord, la Russie étend ses prétentions et renforce sa présence militaire. Ses investissements pour renforcer les capacités dans l'Arctique dépassent déjà certains des nôtres. Comme nous l'avons constaté cette semaine, c'est une préoccupation de premier plan pour la Norvège. Mais ce doit être une préoccupation pour l'ensemble d'entre nous.

Par ailleurs, la Russie modernise son arsenal nucléaire et adopte une attitude plus agressive et plus directe. Moscou a déjà violé ses engagements dans le cadre du Traité sur les FNI et parle de déployer des armes nucléaires en Crimée.

Sur ce point comme sur les autres, nous devons prendre au sérieux les menaces que représente la Russie. Et y répondre de manière appropriée. Une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas réussi à empêcher les agressions répétées de la Russie est que, pendant trop longtemps, nous avons vu les actions menées par la Russie comme des événements distincts et sans lien entre eux. Nous devons rassembler les pièces du puzzle et regarder le tableau dans son ensemble.

Et ce tableau montre que la Russie est en train de mettre en place une stratégie globale qui est déstabilisante et dangereuse.

Dans ce contexte, envisager de lever les sanctions ou de les assouplir serait non seulement prématuré mais aussi dangereux. Nous devons accroître – et non diminuer – les pressions exercées sur la Russie et sur le président Poutine.

Et nous devons également intensifier les efforts que nous menons.

Les budgets de la défense sont pour moi un sujet particulièrement préoccupant. Dans mon pays, mes concitoyens sont extrêmement sensibles au fait que les Etats-Unis continuent de contribuer de façon disproportionnée à l'OTAN. Ce n'est malheureusement pas une impression, mais le reflet de la réalité : nous devons mettre en place une répartition plus équitable de la charge de travail et des efforts au sein de notre Alliance si nous voulons préserver son dynamisme sur le long terme et faire en sorte d'obtenir, des deux côtés de l'Atlantique, le soutien politique et public dont nous avons besoin. Je suis un fervent partisan de l'OTAN et j'ai beaucoup œuvré pour appuyer la poursuite de l'engagement des Etats Unis et pour que soient reconnus les nombreux aspects de la contribution de l'Europe à l'OTAN. Or, le problème ne sera pas réglé tant que nous ne continuerons pas à accomplir des progrès concrets.

Ce débat sur le partage du fardeau est un excellent exemple du rôle que peut jouer notre Assemblée. Grâce à cette organisation, mes collègues de la délégation des Etats-Unis et moi-même pouvons nous entretenir avec vous tous de ces préoccupations. Inversement, vous avez été plusieurs à m'accompagner au Capitol Hill pour expliquer à des membres du Congrès plus sceptiques que l'OTAN a toujours son utilité, et leur indiquer quelle est la contribution de l'Europe à l'Alliance. Ce type de diplomatie parlementaire est fondamental.

**VERIFIER LA CONFORMITE  
APRES AUDITION**

Au final, face aux graves défis qui nous attendent aujourd'hui à l'est, au nord et au sud, nous devons être guidés non pas par ce qui nous divise – la peur ou l'égoïsme national – mais par ce qui nous unit, à savoir notre attachement à des valeurs communes, à la défense collective de la région transatlantique, ainsi qu'à la paix et à la sécurité dans le monde. Notre devoir est aussi d'accueillir ceux qui partagent cette vision.

C'est une bonne chose de dire que notre porte est ouverte. Mais à quoi cela sert-il aux candidats à l'adhésion si nous jonchons d'obstacles le chemin à parcourir ? Le temps est venu de lever ces obstacles et d'autoriser le Monténégro à franchir notre porte.

Cette année correspond au 20<sup>e</sup> anniversaire des Accords de paix de Dayton. Il est remarquable de voir les progrès accomplis par cette région en l'espace de 20 ans. L'adhésion du Monténégro à l'OTAN sera une autre étape importante dans cette impressionnante transformation. Elle montrera en outre aux autres pays de la région et au-delà que nous sommes sérieux lorsque nous parlons de porte ouverte, que c'est une perspective réelle et qu'elle est à la portée de ceux qui s'y appliquent. J'espère donc que nous pourrions adopter aujourd'hui une résolution appelant clairement les gouvernements des pays de l'OTAN à adresser au Monténégro une invitation à rejoindre l'Alliance sans délai.

C'est parce que l'OTAN est intervenue en Bosnie-Herzégovine que les Accords de paix de Dayton ont été possibles. C'est parce que l'Europe et l'Amérique du Nord ont uni leurs forces face au génocide que nous avons pu mettre fin à la guerre meurtrière en ex-Yougoslavie et ouvrir la voie à la paix et la réconciliation dans la région.

Il en est de même en Afghanistan. Nos forces – américaines, canadiennes et européennes – ont combattu côte à côte pour mettre en échec al-Qaïda et aider le peuple afghan à jeter les bases de son nouvel Etat. J'aimerais rendre hommage à l'ensemble des femmes et des hommes de nos forces armées pour leur engagement et leur sacrifice.

La mission de combat de l'OTAN en Afghanistan a pris fin en décembre 2014 mais nous continuons à aider le pays, à la fois sur le plan militaire et économique. Juste avant que nous venions ici à Stavanger, le Commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, le général John Campbell, a présenté devant le Congrès son évaluation de la situation. Je partage entièrement son avis sur le fait que nos décisions concernant le degré et la forme de notre soutien doivent s'appuyer sur une évaluation réaliste des progrès accomplis dans le pays et dans la région. L'administration américaine devrait pour sa part effectuer son évaluation le mois prochain.

D'importantes leçons sont à tirer de nos expériences dans les Balkans occidentaux et en Afghanistan : l'Europe et l'Amérique du Nord sont plus fortes lorsqu'elles agissent ensemble et, avec l'OTAN, nous disposons d'un instrument unique qui, doté d'une force et d'une solidarité crédibles, nous permet de maintenir la paix. Notre lien transatlantique, notre grande Alliance, sont de précieux atouts. Nous devons les préserver et nous donner les moyens qui nous permettront de continuer à être une force du bien, une force de paix et de sécurité pour nos propres concitoyens et aussi pour le monde entier.

Je vous remercie.